

L'Inrap de plain-pied dans le dumping scientifique

SYNDICAT GÉNÉRAL DES PERSONNELS DU SERVICE PUBLIC DE L'ARCHÉOLOGIE

61, rue de Richelieu - 75002 PARIS

Tél. : 01 40 15 51 86/87/70 - Fax : 01 40 15 51 77

E-Mail : sgpa.cgt-culture@culture.gouv.fr

Jeudi 18 avril avait lieu le Conseil d'administration de l'Inrap, avec notamment à l'ordre du jour le rapport d'activité 2012 et les comptes 2012. Contrairement à la direction de l'Institut qui se réjouissait des résultats financiers de l'année passée, les représentants du SGPA-CGT, ont pointé les véritables raisons du redressement spectaculaire de la compétitivité et des comptes... Tout cela au détriment des conditions de travail des personnels et au prix d'un dumping scientifique, inhérent à la loi de 2003, dans lequel est rentré de plain-pied l'Institut.

Pour l'année 2012, l'Inrap affiche des résultats financiers exceptionnels, avec 9,26 millions d'euros de résultats nets après impôts sur les bénéfices (2,01 millions !), contre 5,82 millions en 2011. Le nombre de fouilles réalisées s'élève à 285, sur 399 hectares, un niveau d'activité que l'Institut n'a plus atteint depuis 2005. Le déficit cumulé par l'Inrap depuis sa création s'en trouve réduit à 5,84 millions d'euros (20,9 millions en 2010) et un besoin en fonds de roulement enfin couvert. Une bonne année 2012 donc, pour qui a les yeux rivés sur les tableaux de bords financiers. La question est pourtant : comment la compétitivité de l'Inrap – pour employer les termes de nos gestionnaires – a pu connaître un tel redressement alors que les prix unitaires moyens ont augmenté, entre 2010 et 2012, de 12% ?

Baisse de 20% des moyens humains sur les fouilles...

La réponse se cache dans un petit tableau des documents fournis aux administrateurs, tableau qui n'a été commenté ni par la direction de l'Inrap, ni par la tutelle : le nombre de jours/homme par hectare de site fouillé est tout simplement passé de 598 à 481 entre 2010 et 2012, soit une baisse de près de 20 %. Même si cet indicateur est à prendre avec des pincettes (la proportion entre hectare de site complexe et simple n'est pas connue), une telle baisse n'est pas le fruit du hasard et traduit une vraie dégradation, confirmée chaque jour par les personnels sur les chantiers.. Sur la moyenne durée, la baisse est encore plus importante : elle atteint 35 % depuis 2006... On comprend mieux pourquoi la commission du livre blanc a botté en touche sur l'évaluation scientifique de la loi de 2003, la renvoyant à des travaux ultérieurs du CNRA !

Baisse de 20 % des moyens d'un côté, hausse de 12 % des prix de l'autre, le résultat est sans appel : l'Inrap est bien rentré dans une logique commerciale et une spirale infernale de dumping ; et ceux qui en font les frais sont bien ses personnels et la qualité scientifique des opérations réalisées.

Moins d'emplois et développement de la précarité...

Cette logique entraîne des situations tendues sur les chantiers ou lors des post-fouilles, amène à faire toujours plus avec moins et permet aussi à l'Institut de contraindre ses besoins d'emplois sous le plafond alloué par la tutelle. Cette situation entraîne un épuisement des personnels, tant physique que moral, et l'envolée de la précarité, passée de 13,5 % de l'ETPT en 2011 à 18 % en 2012. Une situation d'autant plus inacceptable que le plafond d'emploi sous CDI n'a pas été atteint en 2012.

Il est grand temps, Madame la ministre, que vous preniez réellement conscience de ce que la loi de 2003 a engendré pour notre discipline et ses personnels.

Vous ne pourrez pas éternellement éluder, comme l'a si bien fait la commission du livre blanc, les vrais problèmes... Un peu de courage !

Paris, le 23 avril 2013

Pour accéder en ligne aux propositions du SGPA CGT-Culture sur le site de la CGT-Culture, cliquez sur le lien :

<http://www.cgt-culture.fr/spip.php?article1720>